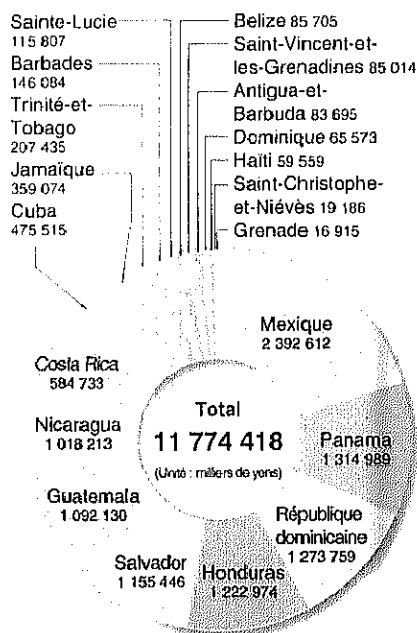




Amérique Centrale et Caraïbes

Piliers de l'aide → Lutte contre la pauvreté et croissance économique durable

■ Résultats de l'aide par pays (exercice 2003)



La coopération en faveur de la valorisation des ressources humaines et du développement national se poursuit en Amérique Centrale et dans les Caraïbes. Cette coopération, destinée à soutenir les efforts d'auto-assistance des pays bénéficiaires, s'articule autour des priorités définies ci-après. La JICA envisage par ailleurs d'encourager les initiatives régionales dans le cadre de la coopération Sud-Sud*, et d'améliorer la collaboration et la coordination de l'aide.

1. Lutte contre la pauvreté et réduction des disparités régionales

Les mesures en faveur des groupes dés-herités et du développement régional sont d'autant plus cruciales qu'il subsiste de fortes disparités régionales et que les écarts entre les riches et les pauvres sont loin de se résorber.

2. Développement industriel et régional

Face au raz-de-marée de la mondialisation, il est essentiel d'accroître la compétitivité internationale (par la promotion des exportations, le développement des petites et moyennes entreprises ou PME, et l'accroissement des revenus des pêcheurs et agriculteurs de subsistance).

3. Santé publique, hygiène et soins médicaux à l'échelle régionale

Il convient d'améliorer la qualité des services de santé et d'assainissement ainsi que l'accès aux soins médicaux communautaires.

4. Éducation

L'amélioration qualitative des services éducatifs de base est une condition préalable à la valorisation des ressources humaines et au développement industriel.

5. Mesures en faveur de l'environnement et préservation du milieu naturel

Il est essentiel de protéger l'environnement des zones urbaines, qui souffrent d'une concentration excessive de population. Par ailleurs, l'Amérique Centrale renferme des ressources naturelles essentielles en termes de diversité biologique*. La préservation de ces ressources, qui mobilise l'attention de la communauté internationale, joue également un rôle clé dans le développement du tourisme, considéré comme un domaine prioritaire par de nombreux pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes.

6. Prévention des catastrophes

L'Amérique Centrale et les Caraïbes sont socialement et économiquement vulnérables aux catastrophes naturelles (cyclones et tremblements de terre, notamment). La mise en place d'un système de prévention des catastrophes est donc un enjeu vital.

7. Appui à la démocratisation et à l'amélioration de la sécurité publique

Les questions liées à la démocratisation et à l'amélioration de la sécurité publique après le retour de la paix restent d'actualité.

État actuel du développement régional

■ De petits pays aux nombreux points communs

La région formée par l'Amérique Centrale et les Caraïbes comprend 21 pays, dont huit en Amérique Centrale et treize dans les Caraïbes. Elle couvre une superficie de 2,96 millions de km², soit 2,2 % des terres émergées et compte 173 millions d'habitants, soit environ 3 % de la population mondiale. Les pays de la région sont souvent petits (huit ont un territoire de moins de 10 000 km²) et neuf comptent moins d'un million d'habitants.

L'économie de la plupart de ces pays, fondée sur l'agriculture, demeure tributaire de l'exportation de produits primaires. Bien que le tourisme prospère, les industries, notamment celle de la transformation, sont à la traîne dans l'ensemble de la région. Ces pays sont nombreux à avoir accumulé une dette conséquente. Si leur situation s'est améliorée ces dernières années grâce à la longue vague de prospérité économique aux États-Unis, elle reste liée à l'évolution de facteurs internationaux (comme la « question irakienne ») et à leurs répercussions sur les marchés financiers.

■ Alliance régionale pour la paix et la sécurité

Les guerres civiles qui ont sévi en Amérique Centrale dès la fin des années 1970 et pendant plus de deux décennies ont ravagé les nations et laminé leur économie, affectant également les pays voisins par des problèmes d'afflux d'armes et de réfugiés. Le processus de consolidation de la paix a débuté dans les années 1990 et, suite à la signature de l'accord de paix final au Guatemala en décembre 1996, tous les pays de la région à l'exception de Cuba se sont dotés d'un gouvernement élu par la voie démocratique. Les infrastructures* socioéconomiques de ces pays ont beaucoup souffert

de ces années de turbulence. À l'heure actuelle, nombre d'entre eux ont encore des installations inadéquates dans des domaines tels que l'alimentation en eau, les services sanitaires et médicaux ou l'éducation de base. Pour résoudre ces problèmes, l'aide des pays développés est essentielle.

De plus, comme en témoignent l'ouragan Mitch de l'automne 1998 et les séismes qui ont ravagé le Salvador en janvier et février 2001, cette région est sujette aux catastrophes naturelles. Il est donc nécessaire de coopérer sans réserve dans le domaine de la prévention et de la reconstruction si l'on veut surmonter les menaces qu'elles représentent.

■ Sur la voie de l'intégration régionale

De petite taille, les États de la région saisissent l'avantage qu'ils ont de partager les mêmes langues, les mêmes cultures et d'être confrontés à des problèmes urgents similaires. C'est pourquoi ils misent sur l'intégration régionale.

Depuis 1991, le Système d'intégration d'Amérique Centrale (SICA) s'emploie à coordonner diverses activités dans différents domaines. Président du Mexique depuis décembre 1990, Vicente Fox a proposé en 1991 le « Plan Puebla-Panamá (PPP) ». Il y préconise une alliance des pays centraméricains, du sud du Mexique jusqu'à Panama, qui s'appuie sur divers moyens d'intégration. Ce plan a fait progresser l'idée d'alliance régionale cultivée depuis 1973 dans le cadre notamment de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), rejointe en 1995 par le Belize. Les États-Unis et cinq pays centraméricains se sont engagés à ouvrir des négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange centraméricain (ALECA) en janvier 2004.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

■ Nouvelle étape sur la voie de la coopération Sud-Sud—Mexique

Pays le plus vaste et le plus peuplé d'Amérique Centrale, le Mexique entretient des relations étroites avec le Japon ; en témoigne l'accord de partenariat économique Japon-Mexique signé en septembre 2004. Si le Mexique a entrepris de progresser sur l'échelle internationale, le sud du pays reste sous-développé et des disparités régionales subsistent. Il convient d'encourager le développement industriel et régional dans un contexte de concurrence mondiale, en prenant en compte la dimension environnementale. L'aide de la JICA se concentre sur ces problèmes prioritaires. En 2003, l'Agence a mis en route des projets et des études de développement en faveur de l'environnement dans la péninsule du Yucatán, et lancé un projet visant à soutenir les petits producteurs de l'État du Chiapas.

Par ailleurs, la JICA s'associe à des projets de coopération mis en œuvre dans la région Amérique Centrale-Caraïbes par le Mexique, qui se veut chef de file dans la région. Ces projets ont

été formulés dans le cadre du programme de renforcement de la coopération Sud-Sud, qui vise depuis juillet 2000 à améliorer le système mexicain d'exécution de l'aide. Deux des projets associant le Japon et le Mexique ont démarré en 2003 : l'un concerne la construction de logements sociaux selon des règles parasismiques au Salvador, l'autre la protection phytosanitaire dans le domaine agricole au Nicaragua. Le Programme de partenariat Mexique-Japon (JMPP) dans lequel les deux pays se sont engagés en octobre 2003 prévoit le lancement d'autres projets concertés dans les années à venir.

■ De la reconstruction à la promotion du développement économique — Salvador

Au Salvador, consolidation de la paix et reconstruction économique ont progressé sans trop de heurts depuis la signature d'un accord de paix en 1992. En août 2001, la JICA a envoyé une mission d'étude de confirmation de projets dans ce pays, qui a entamé sa reconstruction après le passage de l'ouragan

dévastateur en 1998 et l'important séisme de 2001. Cette mission a permis de réaffirmer que les domaines prioritaires de l'aide étaient bien la réactivation du secteur industriel, le développement social, l'environnement et le soutien au processus de démocratisation. Les programmes de coopération se concentrent sur ces objectifs.

Dans la partie orientale du Salvador, qui tarde à se développer, l'accent est mis sur l'essor du port de La Unión. La JICA a réalisé une étude de développement économique du Salvador et notamment de l'est du pays. L'Agence entend contribuer à réduire la pauvreté et à dynamiser l'économie régionale en facilitant la mise en œuvre des projets proposés par cette étude.

■ Soutien à la reconstruction du pays le plus pauvre d'Amérique Centrale—Nicaragua

Le Nicaragua affiche le plus faible revenu par habitant de toute l'Amérique Centrale, et une grande partie de sa population vit sous le seuil de pauvreté. En 2001, ce pays a élaboré un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté* (CSLP), et en janvier 2004, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont accepté de réduire sa dette moyennant le respect de certains engagements.

Le développement rural et agricole, la santé et les soins médicaux, l'éducation, le réseau routier et les autres infrastructures de transport, l'appui au processus de démocratisation et la prévention des catastrophes ont été définis comme domaines prioritaires de l'aide. La JICA formule ses projets en fonction de ces priorités. Afin de soutenir un développement axé sur la réduction de la pauvreté, il importe d'accroître la compétitivité de secteurs tels que l'agriculture et l'élevage, et d'atténuer les effets des catastrophes naturelles, notamment pour les groupes socialement vulnérables. En 2002, l'Agence a lancé le « projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles et de développement rural communautaire de la ville de Villanueva ». Ce projet, qui cible les zones paupérisées, entend renforcer les capacités de la communauté en matière de prévention des catastrophes.

■ Futurs efforts destinés à promouvoir la réconciliation nationale—Guatemala

Depuis la signature des accords de paix entre le gouvernement et les mouvements de guérilla de gauche en décembre 1996, des efforts ont été accomplis au Guatemala pour la reprise et la bonne gestion de la vie démocratique. Les problèmes à traiter sont nombreux, notamment la domestication du milieu naturel hostile (régions montagneuses), la sécurité et la réconciliation interethnique.

À l'issue des concertations entre le gouvernement guatémaltèque et les groupes d'étude sur l'APD (aide publique au développement), la JICA a entrepris d'apporter une aide axée sur trois domaines : amélioration des conditions de vie dans les zones rurales, création d'un cadre propice au développement durable de l'économie et consolidation de la démocratie. S'agissant du premier point, les projets de coopération envisagés dans les domaines sanitaire, éducatif et agricole obéissent à une approche globale et sont centrés sur les populations autochtones. Quant au processus de démocratisation, une mission d'étude de formulation des projets va être détachée durant l'exercice 2004 pour définir les orientations futures. Au Guatemala, les questions de sécurité publique ainsi que la promotion et la protection des droits de l'homme et des liber-

tés fondamentales des populations autochtones prennent une importance croissante.

■ Pour une coopération efficace—Honduras

Le Honduras est avec Haïti et le Nicaragua l'un des pays les moins avancés de la région. L'aide à la reconstruction consécutive au passage de l'ouragan meurtrier diminue progressivement, et les donateurs* concentrent désormais leurs efforts sur le développement social. Pour l'heure, il importe d'appliquer des mesures spécifiques conformes au cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) élaboré en 2001 par le gouvernement hondurien.

L'aide du Japon privilégie la modernisation des infrastructures, l'amélioration des conditions de vie de base, la promotion de secteurs clés tels que la pêche et l'agriculture, ainsi que le développement des ressources humaines. Au préalable, il convient de traiter les questions relatives à l'enseignement primaire, à la santé et au développement des zones paupérisées. La JICA et le PNUD ont co-organisé un séminaire sur les objectifs du millénaire pour le développement dans l'ouest du pays, qui compte de nombreuses municipalités défavorisées. S'appuyant sur les résultats de ce séminaire, l'Agence a élaboré un projet de développement intégré adapté aux besoins de la population locale.

En 2002, la JICA a mis en route un projet visant à améliorer les méthodes d'enseignement des mathématiques, qui prolongeait de précédents efforts en matière d'éducation primaire. Par ailleurs, des conseillers* en formulation de projets d'envergure régionale ont été détachés par la JICA pour diffuser et faire progresser les résultats de ce projet dans toute l'Amérique Centrale.

■ Efforts singuliers à la tête de la région—Costa Rica

Le Costa Rica possède un système éducatif d'un niveau relativement élevé et un système de sécurité sociale bien organisé. C'est aussi le pays d'Amérique Centrale où la démocratie est la plus stable.

La JICA apporte une aide axée sur la protection de l'environnement et le développement industriel. Dans le projet relatif à une gestion durable de la pêche dans le golfe de Nicoya, l'Agence a fourni un appui technique et un conseil en planification pour la gestion de l'environnement et des ressources marines du golfe de Nicoya, dans le nord du pays. Le Centre de formation des instructeurs et agents techniques pour le développement industriel de l'Amérique Centrale contribue à l'essor industriel non seulement du Costa Rica, mais aussi des pays voisins grâce à des formations pour les pays tiers*. De plus, la JICA s'appuie désormais sur l'envoi de volontaires JOCV qui organisent des séminaires au niveau national et des opérations de suivi sur le terrain dans le domaine de la réhabilitation. À l'avenir, les volontaires JOCV et les organismes compétents des pays voisins devraient également apporter leur collaboration.

■ Vastes activités de développement dans un pays centré sur le canal—Panama

Fortement tributaire des industries de service liées au canal, le Panama œuvre en faveur de la création de zones de libre-échange telle la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) depuis la restitution du canal en 1999. Par ailleurs, le gouvernement panaméen s'est attelé à des problèmes nationaux comme la pauvreté et les atteintes à l'environnement. La réduction de

l'écart entre les riches et les pauvres et des disparités entre les régions, le développement durable* de l'économie, la protection de l'environnement et le soutien au canal et à ses zones adjacentes sont les domaines prioritaires dans les projets de la JICA.

L'exercice 2003 a été marqué par le lancement de deux projets de coopération technique : le Projet de vulgarisation et de formation au développement agricole durable des zones rurales, et le Projet sur les techniques de surveillance de la qualité des eaux. Au Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique Centrale (CEPRENAC) établi au Panama en tant que base régionale, un expert japonais travaille sur la coopération régionale en vue d'améliorer le système de prévention des catastrophes, tout en collaborant avec des organismes similaires dans d'autres pays.

■ Réduction de la pauvreté et soutien au développement économique — République dominicaine

Les actions de la JICA en République dominicaine ont privilégié le développement des infrastructures, la santé et les soins médicaux, l'agriculture, la pêche et l'élevage, l'éducation et l'environnement. Or si le pays a connu une forte croissance économique pendant près de dix ans, les inégalités de revenus

et les disparités entre les régions n'ont pas disparu pour autant. La réduction de la pauvreté apparaît donc comme l'objectif prioritaire pour la JICA. Par ailleurs, des demandes de coopération ont été formulées en faveur d'un soutien au développement durable de l'économie, axé sur la promotion du commerce et des investissements, et sur la protection de l'environnement urbain.

Deux projets ont débuté en 2003. Le premier, qui porte sur l'amélioration des services sanitaires régionaux, vise à augmenter le taux de vaccination des mères et des enfants dans la province déshéritée de Samana. Quant au projet d'agriculture écologique (production de légumes biologiques), il doit permettre aux agriculteurs de subsistance vivant dans le centre de la province de La Vega d'accroître leurs revenus. Afin de soutenir le programme de réaménagement et de colonisation des anciennes plantations nationales de canne à sucre instauré par le gouvernement dominicain, un projet d'exploitation des eaux souterraines dans les zones correspondant aux anciennes plantations a été mis en œuvre (étude de développement), et un plan directeur sur le réaménagement a été présenté.

■ Activités de coopération à l'échelle de la région — Caraïbes

Sur le Terrain

● Salvador

Programme de traitement des déchets en Amérique Centrale

Acteurs essentiels d'un nouveau projet

Anciens stagiaires

Atelier sur la gestion des déchets

Le Salvador, dont la superficie équivaut à 1,2 fois celle de Shikoku, abrite plus de 6,5 millions d'habitants. Ce petit pays est confronté à un gros problème d'élimination des déchets : chaque jour, 1 800 tonnes d'ordures (66 % de l'ensemble des déchets produits) sont évacuées d'une manière incontrôlée sur les 143 décharges illégales réparties sur tout le territoire. Or les administrations locales, qui sont compétentes en matière de traitement des déchets, ne disposent pas des ressources humaines et financières nécessaires pour résoudre ce problème.

En novembre 2003, seize anciens stagiaires salvadoriens de la JICA ont organisé un atelier afin de trouver une solution à ce problème : ils y ont convié 281 agents des administrations locales, dont 40 gouverneurs. En s'appuyant sur les compétences acquises lors de leur formation au Japon et au Mexique, ils ont mis sur pied un programme de deux jours alternant conférences et exercices pratiques adaptés aux situations rencontrées sur le terrain. Pendant trois mois, les intéressés ont consacré une partie de leur temps de repos et de leurs congés à préparer bénévolement cet atelier. Grâce à leurs efforts, il a été très bien accueilli par les participants, qui ont posé des questions pertinentes

et demandé la poursuite de cette activité. De plus, les anciens stagiaires eux-mêmes semblent avoir pris nouvellement conscience de l'acuité des problèmes de gestion des déchets dans leur pays. Enfin, cet atelier leur a permis de renouer des liens — ils avaient rarement été amenés à se revoir depuis leur retour au pays —, de partager des informations sur leurs domaines de compétences respectifs, et d'actualiser leurs connaissances. Ils ont été autorisés à préparer un nouvel atelier, programmé sur quatre jours, pendant leur temps de travail.

Réseau de compétences techniques transcendant les spécialités professionnelles

Après la tenue de l'atelier, les anciens stagiaires ont soumis à la JICA une proposition de projet pilote. C'est ainsi qu'est né le projet de coopération technique dénommé Programme de coopération sur la gestion des déchets solides pour les petites municipalités ; il devait commencer en août 2004. Associés au projet dès la phase de planification, les anciens stagiaires salvadoriens joueront un rôle de premier plan durant cinq ans en tant que formateurs techniques. Ils ont fini par retenir l'attention d'autres donateurs car ils forment un réseau de compétences qui transcende leur appartenance à telle



Elaboration d'itinéraires de collecte des ordures lors d'un atelier pratique

ou telle profession.

Par ailleurs, la préparation du Programme de coopération sur la gestion des déchets solides pour les petites municipalités d'Amérique Centrale est en cours ; le problème des déchets et de leur élimination, commun à tous les pays de la région, bénéficiera d'une approche régionale en matière de coopération, et du partage d'informations et de résultats. Espérons que l'exemple de nos amis salvadoriens incitera d'autres anciens stagiaires de la JICA à se regrouper et à jouer un rôle clé dans la planification de projets destinés aux pays participants.

(Bureau de la JICA et des JOCV au Salvador)

La plupart des pays des Caraïbes sont petits avec une population peu nombreuse, et leur indépendance est récente. Comme le revenu par habitant y est assez élevé et l'échelle de l'économie réduite, la coopération japonaise n'y a jamais été très importante. Pour être efficace dans les Caraïbes, la coopération doit se fonder sur une perspective régionale de développement face à des enjeux communs et exploiter les ressources d'organisations telles que la Communauté des Caraïbes (CARICOM). La JICA traite les problèmes mis en avant lors de la Consultation Japon-CARICOM qui, chaque année, sert de cadre à des négociations au niveau opérationnel sur les affaires extérieures. Il apparaît urgent d'agir notamment contre les inondations liées aux pluies torrentielles engendrées par les cyclones. Afin d'étendre sa coopération à l'Agence des Caraïbes pour l'intervention d'urgence en cas de catastrophe (CDERA) établie à la Barbade, la JICA a mis en œuvre un projet de coopération technique intitulé « Gestion des catastrophes naturelles dans les Caraïbes ». Programmé sur trois ans, ce projet qui vise à diffuser les techniques de cartographie des risques d'inondations dans les 16 pays membres de la CDERA a démarré en août 2002. Dans le domaine de la pêche, la JICA réalise une étude de formulation de projets sur le Mécanisme

régional des pêches des Caraïbes (CRFM), qui dépend de la CARICOM. Cette étude examine la faisabilité de la coopération pour une gestion des ressources marines favorisant l'accroissement des revenus des pêcheurs de subsistance ; elle concernera de nombreux pays membres de la CARICOM.

Les relations entre le Japon et la Jamaïque, le plus grand pays anglophone des Caraïbes, se sont resserrées au fil des années. L'envoi de volontaires et la réalisation de projets de coopération technique sont au cœur de l'action de la JICA dans les Caraïbes. Programmé sur cinq ans, le projet de renforcement des soins de santé dans la région méridionale a pris fin en mai 2003 ; afin d'en diffuser les résultats dans tous les pays membres de la CARICOM, la JICA et le ministère de la Santé de la Jamaïque ont lancé en janvier 2004 un programme (également quinquennal) de stage pour les pays tiers, intitulé « Projet de prévention des maladies chroniques non transmissibles ». Seize médecins issus de quatre pays différents, dont Trinité-et-Tobago, ont suivi cette formation en 2004. De plus, en collaboration avec le bureau régional de l'UNESCO dans les Caraïbes, la JICA a détaché des volontaires JOCV pour promouvoir la prévention du VIH/sida par l'information chez les jeunes.

Sur le Terrain

● Panama Soutien aux populations autochtones par l'artisanat traditionnel Mise en place d'activités indépendantes de production-vente de châcaras

Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger

Corriger les inégalités de revenus

Le Panama est le deuxième pays le plus inégalitaire d'Amérique Centrale et du Sud en termes de revenus. En collaboration avec le « Projet Ngobe-Buglé » une organisation non gouvernementale (ONG) locale, des volontaires JOCV travaillent à Ngobe-Buglé (l'un des territoires autonomes des populations autochtones) depuis 1998. L'aide destinée à améliorer la situation des Indiens, dont 95 % vivent sous le seuil de pauvreté, prend diverses formes : coopération dans le domaine agricole, amélioration des services de santé maternelle et infantile afin de prévenir les grossesses d'adolescentes et d'autres problèmes liés à la santé reproductive, soutien aux groupes de femmes en vue d'accroître leur indépendance économique et leur participation sociale.

Ces activités ont pour objectif ultime de favoriser l'accès à l'indépendance économique des populations autochtones. Dans la république du Panama, dont le secteur tertiaire représente 75 % du PIB, les Indiens ont du mal à commercialiser le fruit de leur travail (essentiellement des produits primaires) et à accroître leurs revenus sans une aide extérieure. Ils sont désavantagés sur le plan géographique, car ils vivent dans des régions

montagneuses reculées ou dans les bassins de rivières ou de fleuves situés à une dizaine d'heures de route de la capitale, Panama.

L'artisanat traditionnel comme activité génératrice de revenus

Les châcaras, sacs traditionnels panaméens, servent aussi bien à transporter le bois ou les bananes que les jeunes enfants ; certains sont des œuvres d'artisanat. Leur réalisation demande beaucoup de temps, de la collecte des feuilles de pita à l'extraction des fibres, en passant par le blanchiment, le séchage, la teinture, le filage et le tissage à proprement parler. Autant d'opérations effectuées manuellement par des Indiennes.

Les châcaras sont très appréciés des Japonais établis au Panama ; des volontaires JOCV ont pris en charge le transport et la vente de ces sacs. Des progrès ont été accomplis pour améliorer leur qualité et en faire de véritables œuvres artisanales ; les châcaras sont désormais proposés dans plusieurs tailles, couleurs et motifs. Cela étant, les Indiennes ont compris que les JOCV s'occupaient du transport des sacs fabriqués par leurs soins et les vendaient à des Japonais au prix qu'elles souhaitaient en obtenir. Cette activité reste donc tributaire de l'aide, alors



Préparation des feuilles de pita utilisées pour confectionner les châcaras

que dans des circonstances normales, une entreprise doit s'adapter au marché en termes de prix, de qualité et de délais. Pour l'heure, ces femmes ne sont pas autonomes car elles dépendent des JOCV qui écoulent le fruit de leur travail. Ces derniers ont convié les chefs de groupes à des réunions pour les former notamment aux aspects commerciaux, afin qu'elles soient bientôt en mesure de voler de leurs propres ailes. Les JOCV ont su mener à bien deux missions prioritaires : assurer le maintien des connaissances artisanales traditionnelles, et mettre en place une activité génératrice de revenus par le développement de débouchés et la mise en relation de l'offre et de la demande, l'objectif ultime étant de favoriser l'indépendance économique de ces femmes.

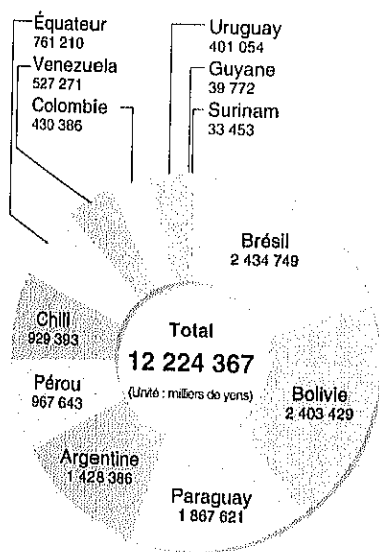
(Bureau de la JICA au Panama)

Amérique du Sud



Piliers de l'aide → Projets axés sur cinq problèmes prioritaires

■ Résultats de l'aide par pays (exercice 2003)



En Amérique du Sud, où la démocratie prédomine aujourd'hui, les États mettent l'accent sur la privatisation des services publics et sur la libéralisation des échanges. Par ailleurs, ces pays qui se ressemblent par leur histoire, leur culture, leurs langues et leur contexte social, accentuent leurs efforts de coopération régionale et d'intégration économique. Mais si certains d'entre eux ont atteint un niveau économique assez enviable, d'autres affichent un revenu par habitant inférieur à 1 500 dollars. L'Amérique du Sud se caractérise ainsi par d'importantes disparités intra-régionales. De plus, même les pays les mieux lotis sont marqués par d'importantes inégalités sociales et de fortes disparités régionales qui constituent un facteur d'instabilité politique et économique ; ces inégalités engendrent des problèmes de drogue et de criminalité, et elles ont des effets néfastes sur l'environnement. La résolution de ces problèmes, qui nécessite l'appui de la communauté internationale, constitue un enjeu prioritaire pour les différents gouvernements du continent sud-américain.

Compte tenu de l'abondance de ses ressources naturelles, de ses immenses capacités de production alimentaire et de la taille de son économie, cette région joue un rôle capital, et

les graves problèmes politiques, économiques et environnementaux auxquels elle est confrontée peuvent avoir des répercussions sur l'ensemble de la planète. La crise économique qui a secoué récemment le Brésil et l'Argentine en est la parfaite illustration. Il en va de même de la destruction rapide de la forêt amazonienne, qui préoccupe la communauté internationale.

Afin de permettre un développement harmonieux et durable*, qui profite à toute la région et contribue à corriger les disparités nationales et intra-régionales, la JICA met en œuvre des projets axés sur les enjeux prioritaires suivants :

1. Développement d'un environnement favorable à l'investissement et resserrement de la collaboration avec le secteur privé.
2. Prise en compte des problèmes de pauvreté, des disparités régionales et des questions environnementales.
3. Soutien à l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, maintien et amélioration des capacités de production alimentaire.
4. Contribution à l'intégration régionale et promotion de la coopération intra-régionale.
5. Collaboration active avec les communautés japonaises à l'étranger (Association des japonais de l'étranger [Nikkei]).

État actuel du développement régional

Si certains pays d'Amérique du Sud jouissent d'un niveau économique assez élevé, tel n'est pas le cas de tous. L'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Uruguay et le Venezuela font partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), tandis que la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay et le Pérou sont classés dans la tranche inférieure de cette catégorie (PRITI), dans la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD)* de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Or, même ceux connaissant une croissance soutenue sont confrontés à des problèmes : insuffisance des investissements d'infrastructure*, accroissement des écarts dans les revenus et des disparités régionales, détérioration de l'environnement liée à la croissance économique, problèmes de drogue et de criminalité. Par conséquent, une aide sous forme de moyens humains, techniques et financiers demeure indispensable à leur développement socioéconomique.

Les pays d'Amérique du Sud se caractérisent par les points suivants :

1. Progrès des privatisations

Dès les années 1980, les pays d'Amérique du Sud se sont engagés sur la voie de la démocratisation et de la décentralisation, et ils ont appliqué des réformes économiques encourageant les privatisations et la libéralisation des échanges. C'est ainsi que, jusqu'au milieu de la décennie 1990, la région a enregistré une croissance économique globalement satisfaisante. À partir de 1998, la croissance et les privatisations ont nettement ralenti à la suite des crises économiques brésilienne et argentine. Quoi qu'il en soit, de nombreuses activités qui étaient auparavant sous le contrôle de l'État sont passées entre les mains d'investisseurs privés.

Certains projets réalisés dans le cadre de la coopération entre le Japon et le Brésil illustrent cette évolution : il s'agit de projets nationaux conjoints entre le gouvernement et le secteur privé, dans des domaines tels que la sidérurgie, la fabrication de papier, le raffinage d'aluminium et la production d'alumine. Ces industries qui sont passées entièrement sous capitaux privés constituent des projets phares dans le secteur productif pour le développement économique du Brésil.

2. Développement économique, écarts dans les revenus et disparités régionales, pollution et destruction de l'environnement

Le Brésil s'est extrait rapidement de la crise survenue à la fin des années 1990. La nouvelle équipe au pouvoir depuis 2003 a gagné la confiance de la communauté internationale en pratiquant une gestion économique rigoureuse. Elle s'est attelée à des problèmes en suspens depuis longtemps comme la réforme du système fiscal et des retraites, tout en appliquant des mesures urgentes d'éradication de

la faim et de lutte contre la pauvreté. De fait, les disparités entre les régions et les inégalités de revenus n'avaient pas été corrigées durant la période de croissance économique. De plus, si les programmes sociaux mis en œuvre par le gouvernement précédent (qui est resté huit ans au pouvoir) en faveur des pauvres ont eu un impact très positif sur le taux de scolarisation, ces couches ont toutefois été les plus durement touchées par l'atonie de l'économie, et le mécontentement social n'a fait que croître.

D'autres pays de la région connaissent une situation analogue. Leur gouvernement met les pleins feux sur la réduction de la pauvreté car il se sent menacé par le ressentiment croissant suscité par les privatisations et par la montée en puissance des mouvements sociaux portés par les pauvres.

Au Venezuela par exemple, le gouvernement qui a pris ses fonctions début 1999, après avoir séduit une large majorité d'électeurs en annonçant des programmes en faveur des pauvres, s'est heurté à l'opposition croissante des chefs d'entreprise et des couches aisées, notamment, ce qui a provoqué des remous sociaux et économiques.

La Bolivie, fortement soutenue par la communauté des donateurs*, met en œuvre des mesures de réduction de la pauvreté qui s'appuient sur le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)*. Mais l'absence d'amélioration notable dans ce domaine, la politique d'arrachage des plants de coca et le projet d'exportation de gaz naturel vers les États-Unis ont engendré un mécontentement populaire à l'origine de manifestations de masse qui se sont terminées dans le sang. En octobre 2003, ces événements ont provoqué la chute du gouvernement en place. Reste à savoir si la politique menée par l'équipe qui lui a succédé saura empêcher la résurgence de la guérilla antigouvernementale, dont la menace est encore présente.

En Équateur, le mouvement d'opposition à la dollarisation de l'économie a provoqué un changement de pouvoir en janvier 2000. Le nouveau gouvernement, qui a opté pour une politique économique conforme aux exigences du FMI, n'est pas parvenu à s'attirer le soutien des pauvres, et il a perdu les élections. Le gouvernement actuel, formé en janvier 2003, bénéficie de l'appui des pauvres et des organisations indiennes.

À l'issue de la crise économique argentine, la moitié de la population s'est retrouvée en dessous du seuil de pauvreté, dans ce pays autrefois prospère grâce à l'abondance de ses ressources naturelles et de sa production agricole. Les politiques sociales et la hausse de l'emploi y sont plus que jamais nécessaires. Ficelée par ses problèmes nationaux, l'Argentine n'a pas pu faire face au remboursement de sa dette. Ce pays reste tributaire de la croissance de ses exportations pour retrouver sa vitalité économique, et il lui faudra du temps pour regagner la confiance de la communauté internationale.

Même au Chili, pays dont la croissance économique est

la plus satisfaisante de toute l'Amérique du Sud, la prise en compte des disparités régionales apparaît comme un enjeu prioritaire. Le projet de création du Centre des technologies de l'information et de la communication (TIC) de Valparaiso, pour lequel l'aide de la JICA a été sollicitée, s'inscrit dans le cadre d'une politique de développement régional ; il entend favoriser la concentration d'entreprises informatiques dans la région de Valparaiso, touchée par la récession économique.

Estimant que le mouvement de contestation se poursuivrait tant que les problèmes de pauvreté ne seraient pas pris en compte, le Pérou et la Colombie ont fait de la lutte contre ce fléau une priorité. De plus, la situation en Colombie a fait plus de 2,2 millions de réfugiés et personnes déplacées, qui ont fui leur pays pour l'Équateur, le Panama et le Venezuela. Il est essentiel de prendre des mesures en faveur de ces personnes dans une optique de consolidation de la paix et de respect de la sécurité humaine*.

L'un des problèmes induits par la pauvreté et par la croissance économique est la dégradation de l'environnement. Les bidonvilles qui s'accumulent autour des villes engendrent des problèmes d'élimination des déchets et de pollution des eaux. Au Brésil, des programmes relatifs aux migrations envoient chaque année plusieurs milliers

de familles de paysans sans terre s'établir en Amazonie. Certains abandonnent leurs terres lorsqu'elles ne leur permettent pas de subsister ; celles-ci sont alors revendues à de grosses exploitations qui pratiquent l'élevage bovin et la culture du soja. Si cette politique contribue à accroître la production alimentaire, elle a pour effet de détruire annuellement 20 000 km² d'une forêt qui constitue un précieux écosystème à l'échelle de la planète.

3. Intégration économique régionale et coopération intra-régionale

L'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement brésilien a constitué une nette avancée pour le Mercosur* (Marché commun du Sud). Le Pérou a passé un accord de complémentarité économique avec cette entité en août 2003, et un accord de libre-échange entre le Mercosur et la Communauté andine a été signé en décembre de la même année. Un accord-cadre sur l'instauration d'une future zone de libre-échange avec l'Inde était intervenu en juin. Enfin, en novembre 2003, l'Union européenne et le Mercosur se sont engagés à conclure leurs négociations sur un accord d'association UE-Mercosur (création d'une zone de libre-échange assortie d'initiatives de coopération économique et sociale) d'ici octobre 2004.

Sur le Terrain

● Bolivie

Appui à l'amélioration des conditions de vie de la population autochtone

Soutien aux Indiens Aymara pour l'élevage de bétail

Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)

Activité en collaboration avec une organisation non gouvernementale (ONG) locale

Le village d'Ayoayo est perché à 4 000 mètres d'altitude dans la partie bolivienne de la Cordillère des Andes. C'est là que résident les Indiens Aymara. Une volontaire japonaise pour la coopération à l'étranger (JOCV) a été envoyée à leurs côtés pour étudier leurs besoins et les aider à améliorer leur niveau de vie. Compte tenu des conditions climatiques qui règnent à cette altitude, les villageois pratiquent une agriculture de subsistance, leurs revenus provenant essentiellement de l'élevage d'animaux (moutons, vaches, cochons et lamas). Dans le village, une laiterie produisant du fromage et des yaourts à partir de lait de vache a ouvert en 2003. Toutefois, les habitants n'ayant aucune expérience du travail en entreprise, l'avenir de cette structure était compromis. La volontaire JOCV a rencontré une ONG locale qui était présente dans le village ; leurs efforts conjoints ont permis aux éleveurs de mettre l'usine en service.

En collaboration avec l'ONG, la JOCV a

lancé diverses initiatives : renforcement de la structure de l'Association des éleveurs laitiers, formation des éleveurs et des ouvriers de la laiterie, soutien à la distribution des produits laitiers, etc. La volontaire japonaise a également amené l'ONG à inclure des plans et un dispositif d'évaluation des projets dans ces activités de coopération.

Identifier les besoins véritables des villageois

Les Aymaras passent pour être réservés vis-à-vis des étrangers. Mais en participant patiemment et chaleureusement à leurs assemblées, en prenant la peine de leur expliquer la nature des activités, la volontaire JOCV a peu à peu aboli ces barrières ; désormais, les Indiens et les Indiennes Aymara l'accueillent avec plaisir au sein de leur communauté. Cette évolution a joué un rôle décisif dans la poursuite des activités, car elle a permis de discerner les vrais besoins.

L'un des objectifs du soutien apporté aux villageois est de leur apprendre à faire fonctionner eux-mêmes la laiterie afin qu'elle



Des éleveurs laitiers et une volontaire JOCV viennent de terminer la traite matinale

puisse leur procurer des revenus réguliers. De plus, le succès de cette expérience doit leur redonner confiance et favoriser le développement de ressources humaines capables d'assurer l'essor du village. S'il reste un certain nombre d'obstacles à franchir pour réaliser ces objectifs, les efforts d'apprentissage conjoints des éleveurs, des ouvriers de la laiterie et de la volontaire JOCV ne peuvent qu'aller dans le bon sens.

(Bureau de la JICA en Bolivie)

Les membres à part entière du Mercosur sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Ces quatre pays rassemblent 210 millions d'habitants et leur économie pèse 804,9 milliards de dollars (valeur du produit intérieur brut (PIB) en 2001). Sans compter les membres associés : Chili, Bolivie et Pérou. Si l'on y ajoute les cinq pays de la Communauté andine (Colombie, Bolivie, Pérou, Équateur et Venezuela), on obtient une zone économique de 320 millions d'habitants, dont le PIB dépasse le billion (mille milliards) de dollars. Le Chili, dont la libéralisation économique est bien plus avancée que celle du Mercosur ou de la Communauté andine, négocie pour sa part des accords de libre-échange avec les États-Unis, l'Union européenne et la Corée. Enfin, les négociations concernant la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) sont en cours ; cette zone devrait réunir les pays du continent sud-américain et ceux de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) à l'horizon 2005.

Compte tenu de leurs similitudes historiques, culturelles, linguistiques et sociales, les pays de la région progressent rapidement sur la voie de l'intégration économique, et des mesures énergiques sont prises en faveur des échanges et des projets de coopération interrégionaux (coopération Sud-Sud*). Dans cette région qui possède une excellente capacité d'absorption technologique et participe avec motivation à l'exécution de l'aide, les résultats de la coopération bilatérale ont été appliqués efficacement à la coopération entre pays en développement (coopération Sud-Sud). Le Japon participe à ce type de coopération par le biais de programmes de partenariat* (destinés à fournir à des pays en développement (PED) une aide résultant de la collaboration entre d'autres PED) avec le Chili, l'Argentine et le Brésil ; des projets de coopération sont également mis en œuvre pour d'autres régions, comme l'Afrique ou le Timor-Leste.

4. Abondance des ressources minérales et agricoles

Le continent sud-américain possède d'abondantes ressources minérales comme le pétrole (Venezuela), le minerai de fer et la bauxite (Brésil) ou le cuivre (Chili), et constitue une vaste zone de production alimentaire dont le potentiel de croissance est énorme. Cette région joue un rôle essentiel dans l'économie mondiale, et elle est capitale pour le Japon, tributaire des ressources et des denrées alimentaires étrangères. Les pays d'Amérique du Sud ont renoncé au nucléaire militaire, et leur politique de paix s'accorde avec celle du Japon.

Ces dernières années, l'Amérique du Sud a renforcé ses relations avec le Japon, et resserré ses liens avec la Chine, l'Inde et la république de Corée en matière de commerce et d'investissements. L'envolée des exportations vers la Chine de ressources minérales et de produits alimentaires constitue un moteur essentiel de la relance économique sud-américaine, après la période de stagnation que cette région a connue.

Les programmes de développement agricole de la région du Cerrado, menés en collaboration entre le Japon et le Brésil au cours de ces 25 dernières années, ont eu des résultats très

positifs. Sans ces programmes, cette région brésilienne ne serait jamais devenue un des « greniers de la planète », et la production agricole mondiale n'aurait pas pu satisfaire la hausse soudaine de la demande alimentaire en Chine, ce qui aurait entraîné une flambée des prix des denrées alimentaires.

5. Collaboration active avec les communautés japonaises à l'étranger (Nikkei)

L'émigration japonaise en Amérique du Sud a commencé il y a une centaine d'années, et le mouvement d'émigration datant de l'après-guerre s'est poursuivi pendant 50 ans. Les émigrés et descendants d'émigrés japonais sont bien établis dans la société locale, dont ils ont gagné la confiance. Parmi cette population se trouvaient de nombreux agriculteurs qui, au prix d'inlassables efforts et expérimentations, ont introduit de nouvelles cultures et mis au point des techniques d'amélioration génétique et de culture adaptées à telle ou telle variété. Les émigrés japonais ont ainsi apporté diverses variétés de fruits, de légumes et de céréales, ainsi que le chanvre et le sésame. Des techniques en vue sur le plan international, comme la culture sans labour du soja employée au Paraguay et l'agrosylviculture pratiquée en Amazonie, ont été développées par des émigrés japonais. Les coopératives agricoles fondées par les Japonais ont fait école. Dans le secteur de la santé et des soins médicaux, de nombreux médecins, infirmiers et dentistes sont des descendants d'émigrés japonais, et des organisations japonaises assurent le fonctionnement d'hôpitaux et de cliniques, ce qui contribue à améliorer les services médicaux régionaux. Par ailleurs, on ne compte plus les figures éminentes issues de l'immigration japonaise dans les domaines juridique et commercial. Les communautés japonaises à l'étranger jouissent d'un capital de confiance dans un grand nombre de secteurs et de régions ; elles contribuent ainsi à renforcer l'intérêt pour le Japon et les relations amicales entre ce pays et ceux qui ont accueilli ses émigrés.

Les communautés japonaises en Amérique latine regroupent actuellement quelque 1,45 million de personnes. C'est au Brésil, pays le plus peuplé de la région, que cette communauté est la plus nombreuse, avec 1,3 million d'individus ; ils représentent toutefois moins de 1 % de la population brésilienne. Environ 15 % des étudiants et 7 à 8 % des enseignants de l'Université de Sao Paulo, la plus cotée du Brésil, seraient d'ascendance japonaise ; ces chiffres témoignent de la place accordée à l'éducation au sein des communautés japonaises à l'étranger. Beaucoup d'individus ont fait leurs études ou suivi une formation au Japon, et nombreux sont ceux qui souhaitent participer à des activités de coopération internationale.

À l'inverse, suite au ralentissement de l'économie régionale, le nombre de travailleurs invités au Japon reste élevé ; ceci engendre des problèmes non négligeables tels que l'éducation des enfants à charge, la délinquance juvénile, l'adaptation sociale après le retour en Amérique du Sud. Il nous appartient de trouver des solutions à ces problèmes qui concernent à la fois le Japon et le pays de naissance de ces descendants d'émigrés japonais.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Compte tenu de ces caractéristiques et de la situation qui prévaut en Amérique du Sud, les programmes de la JICA dans cette région se concentrent sur les domaines suivants :

■ Développement d'un environnement favorable à l'investissement et resserrement de la collaboration avec le secteur privé

Dans cette région, la JICA entend mettre l'accent sur la promotion des exportations et des investissements intra- et interrégionaux. À cette fin, elle apporte une aide associée à la réalisation d'études sur le développement économique, la promotion de l'industrie, le développement régional, la planification intégrée pour le développement des infrastructures (études de plans directeurs), et à des analyses de faisabilité pour des projets de développement particuliers (études de faisabilité).

À partir des propositions élaborées, la JICA envoie des experts et des volontaires seniors qui se chargent de transférer les connaissances et les technologies japonaises vers les pays

concernés ; l'accent est mis sur la valorisation des ressources humaines dans les zones dont le développement est prioritaire. Pour faciliter les échanges économiques entre le Japon et les pays d'Amérique du Sud au niveau du secteur privé, la JICA diffuse les résultats de ces études (rapports finals, notamment) et les informations correspondantes auprès des organisations économiques du Japon. Voici quelques exemples d'études réalisées par la JICA :

- Venezuela : soutien à la mise en place d'un système d'enregistrement et de développement de consultants spécialistes de la gestion des petites et moyennes entreprises (PME)
- Chili : étude en vue du soutien à la création du Centre des technologies de l'information et de la communication (TIC) de Valparaiso
- Paraguay : plan de développement des ressources humaines destiné à revitaliser les PME
- Argentine : étude préparatoire sur le soutien au plan de promotion des PME, envoi de volontaires seniors spécialistes

Sur le Terrain

● Chili

Soutien à la vente de lainages artisanaux réalisés par un groupement féminin

Revitaliser la confection de lainages, activité traditionnelle de Chiloe

Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)

Stagnation des ventes de tricots faits main

Pris en tenaille entre l'océan Pacifique et la Cordillère des Andes, le Chili s'étend sur 4 300 km, du désert d'Atacama (au nord) à la Patagonie (au sud). Un volontaire JOCV a été détaché auprès des services municipaux de la ville de Quellon, sur l'île de Chiloe, dans la dixième région administrative du Chili. Port de pêche de 22 000 habitants, Quellon est aussi une zone d'activité agropastorale, avec un cheptel ovin de 10 000 têtes. Dans cette région qui dispose d'abondantes ressources halieutiques et pratique l'élevage du saumon (salmoniculture), la majorité de la population active travaille dans le secteur de la pêche.

Lors de la saison touristique estivale, l'île de Chiloe accueille bon nombre de touristes venus des autres régions du Chili ou de l'étranger. C'est une saison propice à la vente d'objets d'artisanat. À la différence de l'hiver, période durant laquelle un froid mordant alterne avec des pluies glaciales. Pendant cette période, qui s'étale sur six mois et limite les possibilités de travail en plein air, les ménagères passent des journées entières à tricoter la laine qui a été tondue durant l'été.

Il y a dix ans, l'administration locale a fait construire un magasin pour la vente des pro-

duits locaux. Toutefois, le contexte commercial dans le secteur des lainages est devenu plus complexe. Des vêtements et autres articles tricotés à la machine, peu coûteux et d'excellente qualité, ont aujourd'hui envahi le marché ; la plupart proviennent du Pérou et de Bolivie. La concurrence est rude pour les articles traditionnels de Chiloe, dont les ventes restent médiocres.

Création d'activités indépendantes avec l'aide d'un volontaire JOCV

Face à cette situation, le JOCV a conçu un plan d'aide destiné à revaloriser ces articles issus d'une activité artisanale traditionnelle et à dynamiser les ventes. Ce plan d'aide comporte quatre volets. Le premier s'attache à répertorier les sites de fabrication, le deuxième à concevoir du matériel promotionnel pour faire connaître les activités du groupement féminin. Le plan prévoit ensuite de former ces femmes à l'utilisation d'Internet (dans les locaux de la municipalité), afin qu'elles puissent transmettre et recueillir des informations. Dernier volet : les tricoteuses feront du porte-à-porte pour écouler le fruit de leur travail auprès des entreprises, des usines et des écoles locales, ce qui complètera les ventes aux tou-



Femme filant la laine à son domicile

ristes.

Durant la première année de sa mission, le volontaire JOCV s'est contenté d'assister ses collègues au sein de la municipalité. Il a commencé à douter de sa valeur professionnelle, et à éprouver un sentiment d'inutilité qui l'a conduit à réfléchir des journées entières à ce qu'il pouvait et devait faire. Il a passé beaucoup de temps à rendre visite aux habitants et à discuter avec eux. Ils ont fini par comprendre l'importance de son travail. Aujourd'hui, il aborde avec assurance chacun des problèmes pris en compte par le plan d'aide.

(Bureau de la JICA au Chili)

de la gestion, des technologies de l'information (TI) et des PME

- Brésil : promotion du commerce
- Colombie : projet en faveur de l'amélioration de la productivité et de la gestion de la qualité

■ Prise en compte de la pauvreté, des disparités régionales et des questions environnementales

En Amérique du Sud, la pauvreté liée au sous-développement et à la question autochtone coexiste avec une nouvelle pauvreté engendrée par la crise économique et l'accentuation des disparités qui est un des corollaires de la croissance économique. Il importe par conséquent d'agir en collaboration avec des personnes et des administrations aux niveaux central et local, ainsi qu'avec des organisations de la société civile. Compte tenu de la décentralisation et de la fragilité des institutions publiques, la coopération avec la société civile est d'une importance capitale. Dans ce contexte, les actions suivantes ont été engagées :

- Bolivie : projet de consolidation des réseaux sanitaires centré sur la santé maternelle et infantile
- Paraguay : projet destiné à développer la formation continue des infirmières et des sages-femmes dans le sud du pays
- Équateur : étude de développement sur la relance de la productivité et la réduction de la pauvreté dans le centre et le sud du pays
- Venezuela : projet visant à améliorer la gestion d'activités de subsistance pratiquées par des femmes
- Brésil : éducation à la santé dans les zones paupérisées
- Argentine : renforcement de la société civile au niveau local
- Chili : amélioration de la productivité des petits producteurs laitiers

En Amérique du Sud, où se trouvent les plus grandes villes de la planète, de gros problèmes environnementaux tels que la pollution de l'air et des eaux ou le traitement des déchets menacent la santé d'une bonne partie de la population. Cette région abrite également l'Amazonie et les Galapagos, dont le devenir préoccupe la communauté internationale. Il est urgent de prendre des mesures pour enrayer la déforestation accélérée et la destruction de l'environnement, phénomènes qui ont des répercussions sur la diversité biologique* et sur l'environnement de l'ensemble de la planète. Les principaux efforts de la JICA portent sur les points suivants :

- Argentine : projet visant à mettre en place un système de gestion des déchets et effluents industriels, étude sur la gestion environnementale de Rio Gallegos
- Uruguay : étude sur le développement des capacités de gestion de la qualité de l'eau dans la ville et la région métropolitaine de Montevideo
- Brésil : étude sur la gestion environnementale et la dépollution de la baie de Guanabara, à Rio de Janeiro
- Paraguay : projet d'amélioration de la qualité de l'eau
- Pérou : étude sur le rétablissement de l'écosystème dans la baie de Ferrol-Chimbote
- Brésil : projet de recherche sur la forêt amazonienne, plan de sensibilisation à l'environnement et de protection de la forêt dans la partie est de l'Amazonie, projet de création d'un couloir écologique dans le Cerrado

- Argentine : projet de préservation de l'environnement naturel dans la région d'Iguaçu
- Équateur : projet de préservation de la réserve marine des Galapagos

■ Soutien en faveur d'une utilisation rationnelle des ressources souterraines, du maintien et de l'amélioration des capacités de production alimentaire

L'Amérique du Sud, qui possède d'abondantes ressources minérales, est aussi un gigantesque grenier : des régions comme le Cerrado brésilien ou la Pampa argentine contribuent à l'approvisionnement alimentaire régulier de la planète.

La JICA apporte une aide axée non seulement sur l'étude et la prospection des ressources minérales, mais aussi sur la prise en compte de la pollution liée à leur exploitation (pollution minière).

Par ailleurs, afin de maintenir la production alimentaire et d'améliorer la productivité agricole, l'Agence a fourni un appui technique et mis en place des projets pilotes en faveur d'un développement agricole durable en Amérique du Sud. L'un des résultats visibles de ces activités est la transformation du Cerrado ; les mesures en faveur du développement agricole de cette région autrefois stérile en ont fait la principale zone d'approvisionnement alimentaire de la planète. Autre réussite majeure, le Paraguay est devenu l'un des premiers pays exportateurs de soja.

Les principales initiatives de coopération mises en œuvre lors de l'exercice 2003 ont porté sur les domaines suivants :

- Bolivie : étude sur la prospection des ressources minérales dans la région de Yuni-Pelechuco, Centre de recherches sur l'environnement minier
- Chili : projet de renforcement des capacités institutionnelles pour la gestion environnementale des mines
- Brésil : renforcement du dispositif d'appui technique agricole pour les petits exploitants de l'État de Tocantins
- Bolivie : Centre d'innovation technologique pour l'agriculture et l'élevage / Centre de technologies appliquées au secteur agropastoral, projet de renforcement du Centre d'amélioration du cheptel bovin national, projet portant sur la diffusion de semences de riz de qualité auprès des petits exploitants
- Paraguay : Centre d'innovation technologique pour l'agriculture, projet destiné à améliorer la gestion des exploitations laitières de petite et moyenne taille

■ Promotion de la coopération intra-régionale et des programmes d'intégration régionale

Afin d'encourager et de coordonner la coopération japonaise avec le Mercosur à l'échelle de la région, la JICA a envoyé des conseillers en formulation de projets*, elle a mené des études et assuré la coordination pour un cadre de mise en œuvre, préparant ainsi l'exécution en vraie grandeur des projets suivants :

- Étude sur l'amélioration des technologies de conditionnement pour la distribution des marchandises produites dans les pays du Mercosur
- Projet de développement de l'activité touristique

Par ailleurs, la coopération intra-régionale (coopération Sud-Sud) a été encouragée avec l'Argentine, le Brésil et le

Chili, pays avec lesquels le Japon a mis en place des programmes de partenariat (PP)*. Cette coopération exploitant les ressources humaines et les organisations de ces trois pays a pris diverses formes : envoi d'experts, accueil de participants à une formation, projets de coopération technique. Elle a bénéficié à d'autres pays de la région et d'autres parties du monde, notamment l'Afrique, dans les domaines suivants :

- JCPP (Programme de partenariat Japon-Chili) : aquaculture à Cuba, hygiène vétérinaire (santé des animaux d'élevage) en Bolivie
- PPJA (Programme de partenariat Japon-Argentine) : hygiène vétérinaire au Paraguay et en Bolivie, recensements de population en Bolivie et au Pérou
- JBPP (Programme de partenariat Japon-Brésil) : techniques de plantation du manioc et d'autres plantes tropicales, services de santé publique (cours de formation à l'intention du Timor-Leste et des pays lusophones du continent africain)

■ Collaboration avec les communautés japonaises à l'étranger (Nikkei)

La JICA mène des projets en collaboration avec les communautés Nikkei (Association des Japonais de l'étranger). Par exemple, des experts brésiliens d'ascendance japonaise ont été

envoyés en Bolivie pour fournir un appui technique. Soucieuse de parvenir à une mise en œuvre plus efficace de ses futurs projets, l'Agence entend diffuser sur une large échelle les compétences et les expériences accumulées par les émigrés japonais impliqués dans le développement régional et agricole. Elle compte pour cela collaborer avec des organisations d'émigrés et de descendants d'émigrés japonais qui peuvent se prévaloir d'expériences réussies dans telle ou telle région d'Amérique du Sud.

Par exemple, des formations destinées aux médecins et infirmières actifs dans le secteur des soins régionaux ont été dispensées au Pérou, dans des cliniques gérées par une organisation liée à la communauté japonaise, avec l'aide de cette organisation. Ce projet de formation mené en collaboration avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) s'appuie sur la participation d'experts brésiliens d'origine japonaise.

De plus, en Amazonie brésilienne, des coopératives agricoles japonaises et des organisations non gouvernementales (ONG) locales ont mis en place des activités en concertation avec des institutions publiques brésiliennes afin de diffuser sur une large échelle des technologies agroforestières mises au point par des agriculteurs d'ascendance japonaise.

Sur le Terrain

● Brésil Mesures en faveur de la santé de la population

Mise en place de services médico-sanitaires à l'échelle régionale

Projet de coopération technique

Le Nord-Est à la traîne

Si la taille de son économie place le Brésil au huitième rang mondial, ce pays passe aussi pour être le champion des inégalités sociales. En comparaison du sud prospère, la région située au nord-est du Brésil est particulièrement déshéritée, et son développement pâtit autant de la structure féodale de la société, héritée de l'époque coloniale, que de l'âpreté de l'environnement naturel. Dans certaines zones, l'Indicateur du développement humain (IDH), qui renseigne sur le niveau global de développement, ne dépasse pas celui des pays d'Afrique subsaharienne. Le projet en faveur d'une population en bonne santé est mis en œuvre dans l'État de Pernambuco, dans le Nordeste, qui fait partie de ces régions particulièrement défavorisées.

La santé ne dépend pas seulement des services médicaux assurés par les hôpitaux ; elle subit aussi l'influence de nombreux facteurs tels que les conditions nutritionnelles, l'éducation, l'emploi, les conditions de vie et la sécurité. Pour obtenir des améliorations dans le domaine sanitaire, il est donc essentiel de créer un environnement favorable à la santé dans toute la région, grâce aux efforts concertés de l'administration, de la population locale, des organisations privées et de celles de la société civile. Il importe naturel-

lement de renforcer les systèmes de santé et de soins médicaux. Le projet englobe tous ces éléments.

Approche intégrée dans le domaine de la santé

Ce projet encourage la collaboration entre l'administration et la population dans la conception et la réalisation de programmes en faveur d'une « population en bonne santé ». À cet égard, les efforts de la JICA portent sur la formation de responsables administratifs, la promotion de la participation du public et l'organisation de divers réseaux d'activités destinés à fournir aux municipalités les moyens de créer elles-mêmes des conditions favorables à la santé.

Par le passé, le Japon a contribué à améliorer notablement la santé publique et le niveau de vie en mettant en place des activités sanitaires avec l'aide d'infirmières, et par des efforts plus généraux tels que des projets en faveur de l'amélioration des conditions de vie dans les villages ruraux et de l'apprentissage de la vie sociale. En s'appuyant sur l'expérience et les connaissances japonaises, les experts de la JICA ont organisé une formation à l'intention des responsables administratifs du Bureau de planification de



Un expert rend visite à des familles déshéritées pour faire le point sur leurs conditions de vie et de santé

l'État de Pernambuco (qui gère les projets de développement) et de l'Université fédérale du Pernambuco, qui joue un rôle important en matière de développement régional. Sachant que la mise en œuvre des politiques et la valorisation des ressources humaines sont deux facteurs essentiels pour le développement, la JICA apporte une aide qui doit permettre à l'administration de l'État du Pernambuco et à l'université de participer aux activités destinées à améliorer la santé de la population, en permettant à tous d'avoir accès aux soins de santé et de bénéficier de conditions de vie satisfaisantes.

(Bureau de la JICA au Brésil)

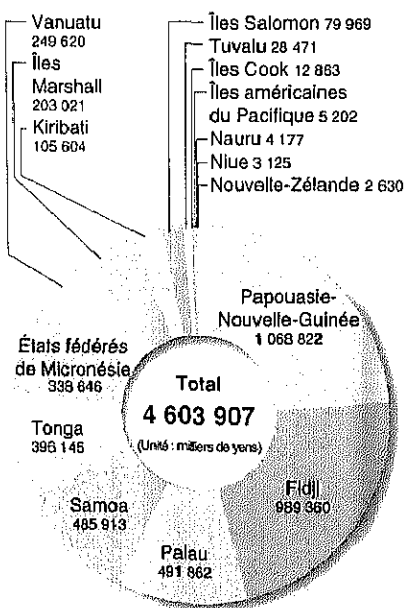
Chapitre 5 • Océanie



Océanie

Piliers de l'aide → Développement des ressources humaines et protection de l'environnement indispensables pour le développement durable des micro-États insulaires

■ Résultats de l'aide par pays (exercice 2003)



Les pays d'Océanie sont des États insulaires qui se caractérisent pour la plupart par une petite superficie, une petite population et une petite économie. Les ressources humaines capables d'accompagner le développement socioéconomique sont en quantité limitée, et l'émigration de nombreux actifs n'arrange pas la situation. La fragmentation territoriale en espaces multi-insulaires rend difficile l'accès aux marchés (intérieurs et internationaux), ainsi qu'à des services sociaux de qualité, notamment en termes de santé, de soins médicaux et d'éducation. Sur le plan économique, ces pays restent fortement tributaires des industries primaires et de l'aide fournie par les anciennes métropoles coloniales. Ils sont par conséquent très sensibles aux soubresauts de l'économie mondiale.

Dans cette région, l'enjeu prioritaire est le développement de sociétés indépendantes à l'égard des anciennes puissances de tutelle. La mise en place de services administratifs et sociaux autonomes et l'essor de l'économie reposent dans une large mesure sur le développement des ressources humaines et de l'infrastructure socioéconomique. Par ailleurs, pour que ces actions permettent la réalisation d'un développement durable, l'accent est mis sur la gestion rationnelle des ressources naturelles et sur la protection de l'environnement.

Le développement des ressources humaines s'appuie d'une part sur l'envoi de volontaires (principaux secteurs d'intervention : enseignement primaire et secondaire, formation professionnelle, santé et soins médicaux), d'autre part sur la participation de nombreux responsables

administratifs à des formations techniques. La formation à distance, qui exploite les technologies de l'information (TI), est mise à profit pour la coopération en matière d'enseignement supérieur. Dans le domaine de la santé et des soins médicaux, l'aide se concentre sur des maladies infectieuses telles que la poliomyélite, le paludisme, la tuberculose et la filariose.

Dans le cadre du développement de l'infrastructure socioéconomique (routes, ports et aéroports, fourniture d'électricité et d'eau), la JICA apporte une aide financière pour la construction des installations et une coopération technique pour leur maintenance et leur exploitation.

Les problèmes écologiques liés à la destruction des récifs coralliens et à l'élimination des déchets solides deviennent de plus en plus préoccupants. Dans ce domaine, la JICA encourage une coopération transfrontière à l'échelle de la région ; la protection de l'environnement, problème de portée mondiale, doit devenir un enjeu commun à tous les pays de l'Océanie.

Dans ses actions de coopération, la JICA travaille aussi en étroite collaboration avec d'autres institutions internationales et organismes d'aide présents en Océanie. Citons notamment un projet relatif à la gestion des déchets mené de concert avec le Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (PREPS ou SPREP, South Pacific Regional Environment Program), une organisation internationale à vocation régionale, ainsi qu'un projet relatif aux maladies infectieuses réalisé conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

État actuel du développement régional

Des pays dont la société et l'économie restent tributaires des anciennes puissances de tutelle

Les États insulaires de cette région se caractérisent globalement par une petite superficie, une petite population et une petite économie. La principale particularité de leur structure économique est une forte dépendance à l'égard des industries primaires. Elle est donc fragile et aisément perturbée par les conditions météorologiques ou les fluctuations des cours mondiaux. De nombreux problèmes restent à résoudre avant que ces pays puissent accéder à un certain degré d'autonomie économique. Ces problèmes sont liés à une fragmentation territoriale en espaces multi-insulaires, à un marché intérieur de taille limitée, à un isolement des marchés internationaux et à des moyens de transport et de communication insuffisants pour compenser ces handicaps.

Les relations avec les anciennes puissances de tutelle sont généralement étroites. Toutefois, ces dernières années, le niveau des apports d'aide bilatérale* et multilatérale* en faveur des pays océaniques en développement est demeuré stationnaire. Les trois États fédérés de Micronésie (îles Marshall, Micronésie et Palau) ont obtenu leur indépendance vis-à-vis des États-Unis et ils reçoivent depuis une aide financière américaine, conformément aux prescriptions de l'Accord de libre association. Toutefois, depuis quelque temps, l'aide financière tend à évoluer vers une coopération technique.

L'instauration d'une société et d'une économie qui ne soient

plus tributaires de l'aide est un enjeu majeur pour les micro-États insulaires d'Océanie. Ces États se heurtent aux mêmes problèmes en matière d'environnement (gestion des déchets, changement climatique et élévation du niveau de la mer), de ressources humaines et de développement des transports et des télécommunications entre les îles. Une approche globale au niveau de la région est donc indispensable. Chaque État met l'accent sur la réduction des dépenses dans le secteur public, la promotion des investissements privés favorables au développement des principales activités économiques (agriculture, pêche, tourisme) et la promotion de la coopération régionale pour le traitement conjoint des questions communes.

Le troisième Forum Japon-Pacifique Sud (Forum des Îles du Pacifique) qui s'est tenu à Okinawa en mai 2003 a réuni des responsables et des ministres de quinze pays et territoires membres du Forum à l'exception de Nauru. Les participants y ont adopté l'Initiative d'Okinawa, une stratégie de développement régional en faveur d'une Océanie zone pacifique plus sûre et plus prospère ; elle s'articule autour d'objectifs prioritaires en matière de sécurité, d'environnement, d'éducation, de santé et de croissance économique. Par ailleurs, des précisions ont été apportées sur les plans d'action conjoints du Japon et des membres du Forum. La coopération bilatérale ou multilatérale devrait servir de cadre au règlement de ces problèmes à moyen ou à long terme. La JICA réalise des programmes d'aide qui prennent intégralement en compte les résultats du forum.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Deux enjeux prioritaires communs

Tous ces pays diffèrent par la taille, l'économie, la composition ethnique, la population, les ressources naturelles, l'organisation sociale traditionnelle, le mode de vie et la capacité des gouvernements respectifs à formuler et à mettre en place des plans de développement. L'aide fournie doit donc être soigneusement adaptée aux besoins et au niveau de développement de chaque pays. Comme leur accession à l'indépendance est assez récente et qu'ils sont tributaires d'industries primaires, il faut privilégier le développement des ressources humaines. Par ailleurs, il est important d'aider ces pays à dépasser les facteurs contraignants liés à leur insularité : isolement, petite taille et vulnérabilité.

Deux questions urgentes se posent pour la quasi-totalité des pays d'Océanie : d'une part, l'obtention d'un soutien pour accéder à l'autonomie économique et sociale, d'autre part, la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources dans un contexte de développement durable. Dans la pratique, l'apport d'aide passe par la formulation préalable de projets de coopération qui bénéficient effectivement à la région dans sa totalité. Parallèlement, il est essentiel de se rapprocher d'autres donateurs* connaissant bien les pays insulaires et des organisations internationales présentes dans la région.

Soutien à l'autonomie économique et sociale

Pour que le soutien apporté conduise à l'autonomie écono-

mique et sociale, il faut associer efficacement la valorisation des ressources humaines en vue de développer les capacités nationales et l'amélioration des infrastructures nécessaires pour développer les industries de base.

Les actions de coopération de la JICA en matière de ressources humaines se concentrent sur l'instruction de base et la formation professionnelle, via l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et l'accueil de participants à des formations techniques. Il s'agit de constituer un corps d'individus qualifiés, susceptibles de prendre en charge la gestion de l'économie, la planification pour le développement et d'autres fonctions vitales de l'industrie. Des apports de coopération financière non remboursable sont par ailleurs fournis pour l'amélioration et l'extension de l'Université nationale de Samoa. Ces apports s'accompagnent d'une coopération technique dans le cadre des projets de coopération financière non remboursable.

La modernisation des infrastructures nécessaires au développement des secteurs clés de l'industrie est menée à bien conformément aux besoins des pays insulaires. Ils bénéficient en outre d'une aide dans le domaine de la pêche, du transport maritime et du développement des ressources liées à la pisciculture, à la promotion des petites entreprises de pêche, à l'élaboration des cartes marines, aux inspections maritimes et à l'exploration des ressources minières des fonds marins.

■ Aide à la protection de l'environnement et à l'exploitation rationnelle des ressources

Afin de garantir un développement durable par la protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources, la JICA axe son aide directement sur la préservation des richesses naturelles, notamment la protection des récifs coralliens et la gestion des déchets. Elle espère ainsi résoudre des problèmes tels que la destruction des écosystèmes côtiers, la pêche excessive de certaines espèces de poisson, l'abattage des forêts tropicales et la mauvaise gestion des déchets. Le Centre de protection des récifs coralliens des îles Palau (projet du Programme commun d'action* signé par le Japon et les États-Unis) illustre bien ce type d'aide. Ce Centre construit grâce à des apports de coopération financière non remboursable du Japon est appelé à devenir une base internationale de recherche consacrée à la protection des récifs coralliens. Diverses activités de coopération technique ont été engagées.

■ Coopération bénéfique à l'ensemble de la région

En Océanie, la coopération s'effectue en concertation avec les autres organismes d'aide et les organisations internationales. Parmi les initiatives profitables à l'ensemble de la région, citons un projet de formation à distance et de

développement des technologies de l'information (TI), en liaison avec l'Université du Pacifique Sud aux Fidji – pièce maîtresse de l'enseignement supérieur dans les 12 pays et territoires océaniques –, et la mise en place d'un réseau de télé-enseignement par satellite pour les pays de la région (projet réalisé conjointement avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

Parmi les actions de ce type menées par les organisations internationales présentes dans la région, on peut également mentionner le projet de coopération financière non remboursable pour le Centre d'enseignement et de formation du siège du Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (PREPS ou SPREP, South Pacific Regional Environment Programme) à Samoa et la coopération technique à l'échelon régional pour la gestion rationnelle des déchets.

En tant que partenaire du Programme d'élimination de la filariose lymphatique (Pac ELF, ou Pacific Programme to Eliminate Lymphatic Filariasis) mis en œuvre par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la JICA fournit depuis 2000 des médicaments et des kits de diagnostic, et elle envoie des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) dans le cadre d'un plan sur cinq ans.

Sur le Terrain

● Samoa Développement des technologies de l'information et des communications (TIC) à l'Université nationale de Samoa

Valoriser les ressources humaines d'un pays insulaire dans le domaine des TIC

Envoi d'experts

TIC indispensables à l'essor des petits pays insulaires

Si la population des Samoa, dans le Pacifique Sud, partage la même langue et la même culture, cet archipel n'en est pas moins divisé en deux entités. Les Samoa orientales comptent parmi les territoires américains, tandis que les îles occidentales forment « l'État indépendant des Samoa ». De la fin du premier conflit mondial à l'indépendance en 1962, les Samoa occidentales étaient sous occupation néo-zélandaise ; d'où la coexistence de deux langues officielles, l'anglais et le samoan. Le système éducatif y est calqué sur le modèle britannique. Dans le primaire, les cours sont dispensés en samoan ; l'anglais apparaît dès la 3^{ème} année (équivalent du CE2), le nombre de cours dispensés dans cette langue augmentant ensuite progressivement. L'examen sanctionnant la fin des études secondaires dans le Pacifique Sud (South Pacific Secondary Education Uniform Examination) a lieu en anglais.

D'une manière générale, les Samoans prennent les enjeux éducatifs très au sérieux. Tout le pays s'attache aujourd'hui à renforcer l'enseignement des technolo-

gies de l'information et des communications (TIC). De fait, il est essentiel pour la population océanienne, éparpillée sur une multitude d'îles, de pouvoir accéder à tous les moyens de radiodiffusion et de communication, et notamment à Internet.

Améliorer les programmes d'enseignement de l'informatique

Si la barrière de la langue peut constituer un frein à l'expansion des TIC, l'anglais, qui est la langue de l'informatique et des télécommunications, est présent dans le quotidien des Samoans. Il n'est donc pas nécessaire de traduire ou de « localiser » les logiciels.

Compte tenu de la chaleur et de l'humidité qui règnent dans l'archipel, la télévision et les ordinateurs sont des supports bien mieux adaptés à la communication que le papier. De fait, Apia, la capitale de Samoa, ne compte que deux librairies, contre sept cybercafés ; et les internautes y sont de plus en plus nombreux.

Les besoins en matière de TIC ne cessant de croître, il est urgent de développer des ressources humaines compétentes



Les Samoa promeuvent l'enseignement des technologies de l'information et des communications

dans ce domaine. Le « plan stratégique en faveur des technologies de l'information » mis en place par le gouvernement samoan se propose de former au bas mot 500 techniciens d'ici 2007. L'Université nationale et l'École polytechnique de Samoa, qui bénéficient depuis longtemps de la coopération du Japon, sont amenées à jouer un rôle central à cet égard. À l'avenir, le Japon devrait fournir une aide destinée à moderniser le système d'information de l'université et à améliorer les programmes d'enseignement des TIC.

(Bureau de la JICA aux Samoa)